

L'implantation économique des Européens en Chine aux XVIIIe et XIXe siècles

Jean-Pierre Duteil

Professeur à l'université de Paris VIII

Les relations économiques entre les grandes puissances occidentales et l'immense empire de Chine, presque inexistantes au XVIe siècle, se développent au cours des XVIIIe et XIXe siècles, dans un déséquilibre constant en grande partie dû aux nombreux privilèges obtenus par les Occidentaux mais aussi à un contexte historique qui voit la Chine hésiter entre ses valeurs traditionnelles et l'imitation des techniques et des idées occidentales, que ce soit dans les domaines politique, diplomatique, industriel ou bancaire. Ce hiatus se traduit par des révoltes – guerres de l'opium, émeutes anti-chrétiennes, guerre des Boxeurs, siège des légations – qui affaiblissent puis mettent en échec la dynastie mandchoue sans pour autant offrir à la Chine les conditions d'un essor librement maîtrisé.

Du XVIe au XVIIIe sicèle, des contacts très limités

Au seuil du XVIIIe siècle, l'implantation européenne en Chine reste très limitée. Dans les grandes villes, et surtout à Pékin, quelques missionnaires pour la plupart jésuites, sont là dans un but évidemment religieux. On sait que leur apostolat, pour les besoins de la cause, a présenté aussi des aspects scientifiques qui ont eu dans certains cas des répercussions économiques : passionnés par les horloges, les Chinois apprennent à les fabriquer dès le XVIIIe siècle et les ateliers se sont multipliés dans les grandes villes. Mais les missionnaires restent peu nombreux et sont étroitement contrôlés par le pouvoir impérial sous Kangxi (1662-1722), puis sous Yongzheng (1723-1735) et Qianlong (1736-1796).

En dehors des missions catholiques, quelques Européens vivent dans l'enclave portugaise de Macao, près de Canton. Les Portugais y sont depuis 1557 ; en fait, ils sont locataires de ce territoire qui leur a été accordé en remerciement de leur action contre les pirates qui infestaient les abords de Canton. Escale essentielle dans le cadre de la thalassocratie portugaise, Macao donne accès au commerce de la Chine : soieries, porcelaines, bois précieux, thé, rhubarbe et divers produits que l'on utilisait dans la pharmacopée. Mais l'activité économique de Macao ne dépasse guère ces aspects purement commerciaux : la ville, « Cité du nom de Dieu en Chine », redistribue les produits chinois que ses marchands vont acheter lors des foires de Canton. Pour l'occasion, ils peuvent pénétrer sur le territoire de la Chine impériale, par la porte gardée qui s'ouvre dans le mur que les autorités chinoises ont soigneusement fait établir afin d'éviter tout contact avec les étrangers. Le reste du temps, la Chine reste interdite, sauf autorisation spéciale que l'on accorde aux représentants officiels de certaines nations, aux membres de la Compagnie de Jésus ou à

quelques prélats. Le commerce de l'Europe avec la Chine ne peut avoir lieu que par Macao ou Canton, seul port chinois autorisé à recevoir des vaisseaux étrangers. Pour le reste, il s'agit de contrebande.

Le XVIIIe siècle, temps des activités illégales

Sous la dynastie mandchoue des *Qing*, et particulièrement au cours du XVIIIe siècle, l'agriculture chinoise connaît un important degré de développement. Techniques savantes, hauts rendements, diversité des espèces cultivées, dont certaines viennent d'Amérique, font dire à Jacques Gernet que « le paysan chinois de l'ère Yongzheng et de la première moitié de l'ère Qianlong est d'une façon générale bien mieux nourri et plus à son aise que son homologue français du règne de Louis XV » (*Le Monde chinois*, pages 420-421). C'est ce beau développement agricole qui explique l'essor démographique du pays, en même temps que la croissance des activités commerciales et industrielles : par exemple, 200 000 personnes travaillent dans les cotonnades du Songjiang, arrière-pays de l'actuelle Shanghai, alors une simple bourgade. Au Jiangxi, les fours à porcelaine de Jingdezhen, décrits par une lettre célèbre du Père d'Entrecolles, travaillent pour la cour, la bourgeoisie marchande ou mandarinale et l'exportation. Sur la côte méridionale, les fabriques de papier, de sucre de canne, de toiles de chanvre dans la région de Canton, ou encore de laques, constituent autant de productions réputées.

Par rapport à tout cela, l'Europe se contente d'importer, et le commerce chinois se trouve largement bénéficiaire dans la première moitié du XVIIIe siècle. Les vaisseaux emportent des céladons et des porcelaines, des laques et des soieries : c'est autour de 1750, à l'époque où madame de Pompadour s'installe à Versailles, que culmine la vogue des « chinoiseries », bibelots et objets d'ameublement. Des ballots de thé s'entassent de plus en plus nombreux dans les cales, surtout s'il s'agit de navires anglais ou hollandais : en 1762, l'Angleterre achète pour 2,6 millions de livres de thé ; elle arrive à 23 millions dans les dernières années du XVIIIe siècle. Mais l'Europe emprunte aussi des idées, tant au point de vue philosophique que technique. Au début du siècle, Leibniz avait esquissé une sorte de projet de coopération intellectuelle avec la Chine. Puis les jésuites français de Pékin font connaître les divers aspects de la civilisation chinoise avec les *Lettres édifiantes*, la *Description de la Chine* du Père Jean-Baptiste Du Halde, volume encyclopédique en quatre gros volumes parue en 1735, enfin les *Mémoires concernant l'histoire, les sciences, les arts, les mœurs et les usages des Chinois* (1776-1814, 16 volumes). L'Europe apprend à fabriquer la porcelaine à partir de 1705, prend contact avec les techniques de variolisation, découvre, quelque peu embellis par Voltaire, les bienfaits des « greniers de famine » et des concours de recrutement de la fonction publique.

Au début, c'est-à-dire à la fin du XVIe siècle, l'importation de produits chinois n'avait lieu que par l'intermédiaire des marchands de Macao et des navires portugais de la *carreira das Indias*, farouchement attachés au droit de patronat, le *padroado*, qui leur a été concédé en 1493 par le traité de Tordesillas. Mais le nombre des intermédiaires, les coûts et une demande européenne croissante amènent les nouvelles compagnies à monopole comme l'*East India Company* créée à Londres en 1601 ou la VOC à Amsterdam en 1602 à chercher directement les marchandises à Canton. Ces achats ont lieu au mépris du *padroado* mais le Portugal n'a plus vraiment les moyens de faire respecter son monopole. En 1720, ce sont les marchands chinois de Canton qui reçoivent le privilège de former une association officielle pour traiter avec les étrangers : c'est le *Cohong*, intermédiaire obligé des divers Européens. Les « loges » se multiplient, abritant les bureaux de la compagnie, ses fonctionnaires et un entrepôt : après celles des Anglais et des Hollandais apparaîtront celles de la Compagnie des Indes française, de la Compagnie d'Ostende, des compagnies danoise et suédoise. Les marchands officiels profitent de la rivalité entre tous ces niveaux venus et se montrent plus empressés lorsqu'ils reçoivent de généreuses gratifications. Récriminations et incidents ne sont pas rares, et l'opinion des négociants de Canton à l'égard des Chinois apparaît bien différente du tableau un peu idyllique que peignent alors les jésuites. Certains capitaines de navires préfèrent éviter Canton et le *Cohong*. Ils relâchent plus au nord, à Amoy (Xiamen), à Ningbo ou dans les îles Pescadores (Penghu), entre Taïwan et la côte du Fujian ; mais il s'agit d'un commerce illégal car ces ports ne sont en principe pas ouverts au commerce international. Les fonctionnaires locaux, qui bénéficient de ce trafic, ferment les yeux.

Pour éviter la fuite d'espèces monétaires que supposent des achats sans contrepartie, les Européens essaient de vendre diverses marchandises. L'EIC tente de vendre aux Chinois des textiles manufacturés dans le Yorkshire, lainages et cotonnades ; mais la concurrence locale est trop forte. Depuis le XVIIe siècle, les Portugais, puis la VOC hollandaise vendent de l'opium, qui vient de l'Inde et que les Chinois ne connaissaient pas antérieurement. Son utilisation semble avoir été d'abord pharmaceutique, puis l'habitude de fumer cette drogue s'installe à Canton et dans les ports des provinces méridionales. Avec l'installation progressive des Anglais en Inde, c'est l'EIC qui va relayer les Hollandais comme fournisseur de l'opium et, dès 1729, son usage s'est étendu de façon si inquiétante que sa vente fait l'objet d'une première interdiction. Mais les profits sont tels qu'ils permettent de couvrir l'achat des marchandises précieuses du commerce chinois, et aussi d'acheter tout un réseau de complicités. La contrebande de l'opium se poursuit de plus belle sur les côtes du Guangdong et du Fujian.

En 1773, l'EIC s'est octroyée un véritable monopole de cette contrebande en Chine. Les agents de la compagnie développent la culture du pavot au Bengale, puis les navires transportent vers Canton les « caisses » au format standardisé de 65 kg de drogue. Les interdictions du gouvernement chinois, conscient du danger, se succèdent sans effet : 1796, 1813, 1839, 1859. La consommation augmente dans des proportions vertigineuses : de 4000 caisses par an aux alentours de 1815, elle passe à 20 000 en 1830, 30 000 en 1836, 70 000 en 1850. Elle atteint 96 000 caisses en 1873, ce qui correspond à un maximum. Ce commerce semble avoir été développé de manière systématique à partir de 1816, après les guerres de la Révolution et de l'Empire. Puis l'*East India Company*, en grande partie victime de sa mauvaise gestion, disparaît en 1833 ; le commerce libre la remplace, mais cela ne diminue en rien la contrebande de l'opium. Ce problème ne fait que renforcer l'hostilité de la Chine envers les étrangers : en 1819, l'ambassade de Lord Amherst, venu pour négocier un traité de commerce, est un échec.

La contrebande de l'opium est à l'origine de profonds troubles dans toute la Chine méridionale et particulièrement dans les ports de Canton, Fuzhou, Ningbo, Shanghai. À tous niveaux elle accroît la corruption des marchands et des fonctionnaires, et provoque le déséquilibre de la balance du commerce extérieur par hémorragie de métaux précieux. En effet, c'est désormais le commerce chinois qui se trouve déficitaire : la drogue est achetée contre des *liang* ou « taëls » d'argent. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'opium constitue 30 % des importations et son achat ne peut plus être compensé par les produits de luxe du commerce traditionnel. L'exportation des cotonnades dites « nankins » et du thé dont les plantations sont en plein développement ne suffit même plus. Le gouvernement impérial a conscience très tôt de ce phénomène : en 1814, il essaie de prendre des mesures contre le commerce étranger, précisément pour lutter contre la fuite de la monnaie d'argent, alors que la pression démographique s'accroît dans des campagnes qui apparaissent désormais surpeuplées. En 1812, le recensement révèle que l'empire compte 361 millions de sujets.

La menace d'appauvrissement est sérieuse, et se trouve directement à l'origine des « guerres » successives de l'opium. En 1839, Lin Zexu (1785-1850) ordonne aux trafiquants britanniques de quitter la Chine et saisit l'opium. L'Angleterre riposte en menaçant Tianjin, puis occupe Amoy et Ningbo, tandis que la flotte anglaise remonte jusqu'à Nankin. Le gouvernement chinois a une attitude hésitante : il accepte très vite de négocier, puis revient sur sa décision, semble mal informé en raison du mauvais état des communications à travers le pays. Le traité de Nankin (1842) amène la Chine à céder l'îlot de Hong-Kong à la Grande-Bretagne, et à ouvrir au commerce international – en fait, aux importations d'opium – les ports d'Amoy, Ningbo et Shanghai. Les douanes impériales ne peuvent prélever, au maximum, que 5 % de la valeur des marchandises étrangères. En 1843, des « clauses additionnelles » donnent aux Britanniques des droits d'exterritorialité : de fait, ils échappent à la juridiction chinoise. Enfin, on voit apparaître les premières « concessions » ou *zujie*, à l'intérieur de cinq ports ouverts au commerce international : Canton, Amoy, Fuzhou, Ningbo et Shanghai. À son corps défendant, la Chine est ouverte au commerce européen. La seconde moitié du XIXe siècle est marquée par la présence de plus en plus pesante des concessions étrangères.

Le temps des concessions

Entre 1850 et 1880, l'économie chinoise reste sans doute moins bouleversée par l'action des Anglais que par la grande révolte des Taiping (1850-1878), immense embrasement social qui ébranle la dynastie mandchoue et constitue un résultat direct de la lente dégradation de la situation économique. Les provinces du sud, après le traité de Nankin, se trouvent appauvries par la raréfaction de l'argent et le détournement du commerce de Canton sur Shanghai. L'Angleterre étend désormais le commerce de l'opium, qui n'est plus une contrebande, sur les ports des régions méridionales. En 1856, un incident éclate lorsque les douanes arraisonnent l'*Arrow*, un trafiquant ; cette affaire banale suffit pour déclencher une « seconde guerre de l'opium » : cinq mille soldats britanniques pénètrent dans Canton en 1857, et les troupes anglo-françaises bombardent les forts de Dagu qui défendent Tianjin, non loin de Pékin. Les Qing se voient contraints de signer le traité de Tianjin en 1858 : dix nouvelles villes sont ouvertes aux étrangers, qui y acquièrent des concessions. Certaines, comme Chazhou, Qiongzhou dans l'île de Hainan, Dengzhou et Tianjin, doivent accorder des quartiers aux Anglais et aux Français ; d'autres, comme Zhenjiang, Jiujiang, Hankou et Niuzhuang, abritent une concession anglaise ; Tanshui, à Taïwan (Formose) n'a qu'une concession française. D'autre part, le traité de Tianjin permet l'ouverture de consulats à Pékin, et les missions catholiques et protestantes obtiennent de pouvoir s'installer à l'intérieur du pays, y prêcher librement et même acquérir terrains ou bâtiments. À ce niveau, le traité de 1858 renforce les dispositions qui avaient été obtenues lors du traité de Wangxia signé entre la Chine et les États-Unis, et celui de Huangpu (Whampoa) avec la France. Les relations entre les missionnaires et la population chinoise se révèlent plus difficiles qu'à l'époque de Kangxi et plusieurs émeutes antichrétiennes ont lieu, jusqu'à celle de Tianjin, en 1870, qui suscite de nouvelles réactions des puissances européennes. Enfin, la Chine se voit contrainte de verser de lourdes indemnités à l'Angleterre et à la France et doit octroyer des droits analogues à ceux que viennent d'obtenir ces deux nations à la Russie et aux États-Unis. L'opinion chinoise n'accepte pas ces traités, et les combats reprennent : c'est alors la « troisième guerre de l'opium », marquée par une expédition franco-britannique contre Pékin. Les troupes entrent dans la capitale puis pillent le Palais d'été, le *Yuanmingyuan* embelli sous Qianlong.

Les Conventions de Pékin, en 1860, vont plus loin que les traités précédents : Tianjin est ouverte aux étrangers ; la presqu'île de Jiulong (Kowloon) en face de Hong-Kong est cédée à la Grande-Bretagne. Surtout, les conventions se trouvent complétées par deux clauses d'ordre économique : les textiles anglais sont exempts de droits de douane ; les flottes étrangères obtiennent la liberté de navigation sur tout le réseau fluvial chinois. Les Conventions de Pékin constituent un tournant au niveau de l'histoire économique : en 1842, le traité de Nankin avait été établi dans le cadre d'échanges commerciaux qui rappelaient ceux de l'Ancien Régime, comptoirs et loges, produits précieux et navires à voiles. En 1860, l'industrialisation de l'Europe est en plein essor : c'est la mise en place des chemins de fer et des lignes de navires à vapeur. Les privilèges douaniers acquièrent toute leur signification et la Chine doit abandonner ses propres douanes aux mains des Européens : elles sont réorganisées par un Écossais, Robert Hart. Il assainit et modernise des services qui étaient effectivement vétustes, mais la Grande-Bretagne et ses alliés réussissent à les contrôler. En 1911, la Chine ne peut se libérer de l'énorme indemnité liée à la guerre des Boxeurs et doit aliéner aux étrangers les revenus des douanes.

Les concessions se développent après 1860 et ont profondément marqué le paysage des grandes agglomérations portuaires entre cette date et la deuxième guerre mondiale. Shanghai, par exemple, comptait deux concessions : la concession française se trouvait au cœur de la ville, près de l'actuel parc Fuxing. Ce quartier résidentiel, où seront tracées des avenues bordées de platanes, était moins animé que la concession « internationale », en fait anglo-américaine, qui se termine sur le *Bund*, une grande artère donnant sur le Huangpu. Sur cette promenade fastueuse se dressaient les grands hôtels et les établissements bancaires anglais, américains ou allemands, seuls capables de financer les débuts de l'industrialisation. L'ancien bâtiment des Douanes restait en place, désormais sous administration étrangère. Près de la concession britannique qui devient « internationale » après 1862, la « rue des Rencontres joyeuses » correspondait à un quartier de plaisirs où se tenaient les fumeries d'opium, des tripots qui n'étaient nullement clandestins et tout un monde de

proxénétisme et de délinquance. Le *Grand Monde* était un établissement célèbre dont la bâtisse imposante, datant des années 1920, existe toujours : il s'y donnait des représentations d'opéras de Pékin et de Shanghai, dont les rôles sont tenus par des femmes, ainsi que des spectacles de marionnettes. Ces concessions sont contrôlées par des autorités et une police étrangères, et sont de véritables enclaves en terre chinoise, qui échappent complètement à l'autorité impériale.

Une modernisation difficile

Les étrangers, qui étaient rares jusque-là, deviennent plus nombreux en Chine à partir de 1860 : missionnaires catholiques ou protestants, fonctionnaires civils et militaires des concessions, hommes d'affaires anglais, américains, français, mais aussi portugais, hollandais allemands ou japonais. En fait, les négociants étrangers souhaitent une politique plus agressive vis-à-vis de la Chine après les Conventions de Pékin. Ils parlent de « promouvoir le progrès », c'est-à-dire développer les chemins de fer, les mines, le télégraphe ; Robert Hart, inspecteur général des douanes, et Thomas Wade, chargé d'affaires de la légation britannique, adressent des rapports en ce sens au gouverneur de Nankin. Ce dernier refuse le développement, du moins immédiat, des chemins de fer, du télégraphe, de la navigation à vapeur. En revanche, il accepte mieux l'idée de la liberté de prédication : il sait que l'activité des missionnaires, catholiques ou protestants, dépend étroitement des fonds qui leur sont envoyés par Rome ou leur pays d'origine, et il estime qu'ils seront inefficaces.

Finalement, le gouvernement impérial invite un ancien ministre américain, Anson Burlingane, à prendre la tête d'une mission chargée de convaincre les gouvernements européens et les États-Unis d'éviter de forcer la modernisation de la Chine. Burlingane rencontre le président Andrew Johnson en 1868, puis la reine Victoria et Lord Clarendon, du Foreign Office. Ensuite, il a des entrevues avec Bismarck à Berlin, puis à Saint-Pétersbourg et Paris : il est bien accueilli et sa mission semble couronnée de succès lors de son retour en Chine en octobre 1870. Mais ce succès momentané, qui coûte 160 000 taëls au gouvernement chinois, présente aussi l'inconvénient d'encourager les mandarins partisans de l'immobilisme.

En particulier, les lettrés de la société du *Hanlin*, la « forêt de pinceaux », répètent à l'envi qu'au cours de l'histoire ce sont les barbares qui ont été transformés par les coutumes chinoises, et non les Chinois par les coutumes barbares.

Tout cela n'empêche nullement les négociants de demander de nouvelles concessions dans les secteurs en développement, mines et télégraphes surtout. Les représentants du gouvernement britannique, Alcock et Clarendon, résistent à cette pression. Afin de manifester sa bonne volonté, Londres met au point la Convention Alcock le 23 octobre 1869. Elle autoriserait la Chine à établir un consulat à Hong-Kong, et à augmenter ses droits sur les importations d'opium (2,5 %) ainsi que sur les exportations de soie (1 %). En ce qui concerne la liberté de navigation sur le réseau intérieur chinois, elle se limite à des navires chinois traditionnels mais propriété de sociétés étrangères sur l'ensemble du réseau sauf le lac Poyang où l'on peut utiliser des navires à vapeur.

Les communautés de négociants, à Hong-Kong et en Grande-Bretagne, refusent cet accord modéré et l'idée de traiter la Chine comme une nation « ayant les mêmes droits et privilèges que les pays civilisés ». Le consul chinois à Hong-Kong, en particulier, est perçu comme un espion ; Rutherford Alcock a beau défendre sa convention, elle est rejetée en juillet 1870, au détriment tant des intérêts européens que chinois.

Finalement, l'échec des tentatives d'accord, ou simplement de compromis, est sans doute pour beaucoup dans l'exacerbation de la xénophobie en Chine. En 1870 ont lieu les « massacres de Tianjin », émeute anti-chrétienne dont la cible est l'orphelinat de Notre-Dame-des-Victoires, dont s'occupent les religieuses françaises. Développant une institution mise en place par les jésuites au XVIIIe siècle, les sœurs recueillent les enfants abandonnés, de plus en plus nombreux dans la Chine des dernières années du XIXe siècle. Mais les sœurs semblent avoir agi avec une certaine imprudence, peut-être liée à une connaissance trop superficielle de la Chine. Comme très peu de gens leur remettent des enfants abandonnés, elles n'hésitent pas à proposer une récompense… et

encouragent de ce fait les plus honteux trafics et même le kidnapping. L'orphelinat est vite l'objet des plus noires rumeurs : on retrouve là d'ailleurs des peurs anciennes, comme cette idée, déjà connue de Matteo Ricci, selon laquelle les Européens voleraient les yeux des enfants pour en faire des lunettes d'approche. Tout cela provoque l'intervention du bouillant consul de France, Henri Fontanier, qui se heurte aux autorités mandarinales et finit par tuer un des hommes du *yamen* d'un coup de pistolet. La foule se retourne contre les Européens : Fontanier, dix sœurs, deux prêtres, deux fonctionnaires français, trois marchands russes sont lynchés, l'orphelinat et son église sont brûlés, quatre lieux de culte anglais et américains sont détruits également.

Après ce grave incident, l'affaire Margary envenime également les relations en 1875. Suivant un projet de Richard Sprye, les Anglais envisagent de construire un chemin de fer de la frontière birmane au Yunnan et au cours supérieur du Yangzi. Il permettrait d'établir un lien commercial important entre la Chine centrale et méridionale et l'empire britannique des Indes. Raymond Margary, un diplomate, est chargé d'une mission de reconnaissance sur le cours supérieur du Yangzi ; il poursuit sa route en direction des confins birmans, sans prêter attention aux conseils de prudence des mandarins, qui lui signalent l'existence de bandes incontrôlées dans ces régions. Il est tué par l'une d'elles le 21 février 1875 ; Londres rend le gouvernement chinois responsable, et Wade exige une enquête, puis une indemnité. Il agite même la menace d'une rupture des relations diplomatiques.

La Chine de la seconde moitié du XIXe siècle ressemble de plus en plus à une citadelle assiégée. Au nord, la Russie occupe les territoires qui correspondent au cours supérieur de l'Amour. À l'est, le Japon se constitue une armée et une industrie modernes, convoite Taïwan sur laquelle il lance un raid en 1874, ainsi que sur l'archipel des Ryûkyû qu'il réussit à occuper. Au sud, le Tonkin est menacé par la France qui achève lentement la conquête de la Cochinchine et de l'Annam. Là, les troupes françaises se heurtent aux « Pavillons Noirs » dont les bandes sont formées, pour une bonne part, de Chinois, anciens combattants des Taiping réfugiés dans la partie nord du Vietnam. L'impératrice Cixi – Tseu-Hi, qui gouverne de 1861 à 1908 – refuse la politique de conciliation ; en réponse, l'amiral Courbet tente de faire plier la Chine. Près de Fuzhou, il détruit une grande partie de la flotte de guerre chinoise, qui vient de sortir des chantiers navals de Mawei, puis il organise le blocus de Taïwan en 1884. Les Français font le siège de Ningbo, occupent les Pescadores et cherchent à provoquer la famine à Pékin en interdisant tout passage de convoi de ravitaillement maritime vers le nord. En 1885, un second traité de Tianjin consacre la défaite chinoise : la France reçoit toute liberté d'action au Vietnam, et peut commercer librement au Yunnan et au Guangxi, régions voisines du Vietnam.

Les nombreux privilèges obtenus par les Occidentaux affaiblissent l'économie chinoise en provoquant une série de déséquilibres. Les ports ouverts au commerce étranger, même s'ils n'ont pas de concession, deviennent des pôles d'attraction pour les capitaux européens ou chinois, et pour la population chinoise à laquelle ils offrent ou semblent offrir du travail. Le littoral, et particulièrement les régions du Bas Yangzi et les environs de Shanghai, connaît un grand dynamisme économique ; mais cet essor a lieu au détriment de l'intérieur et des secteurs ruraux traditionnels, caractérisés par l'agriculture vivrière et des formes anciennes d'artisanat. Ces régions, les plus représentatives de la civilisation chinoise, se vident lentement de leurs capitaux et de la partie la plus novatrice de leur population.

Les importations ont tendance à se développer, même si la population reste trop pauvre pour acheter beaucoup. Mais les produits étrangers sont concurrentiels : à leur entrée en Chine, ils ne sont soumis qu'au paiement d'un droit de 5 % et sont exemptés de la taxe de transit qui frappe en revanche les produits chinois. Ces importations suscitent, à leur tour, la réaction des producteurs chinois qui se mettent à planter du coton, du tabac, du pavot : cultures de plantation qui se font, comme dans d'autres parties du monde, au détriment de l'agriculture traditionnelle. À partir des années 1870, la Chine achète de plus en plus de cotonnades ainsi que des produits finis européens – quincaillerie, machines. Mais les revenus du commerce maritime et fluvial sont passés, du moins pour les compagnies les plus importantes, aux mains des intérêts britanniques ou américains, et ces importations constituent donc une perte sèche pour l'économie chinoise.

La percée des implantations européennes en Chine a fait naître l'idée d'un retard technologique important de la Chine sur l'Occident. En fait, l'idée d'un retard se trouve souvent liée à des images d'Épinal : l'utilisation de dragons de papier ou de cerfs-volants dans les armées chinoises des derniers Qing, ou encore certaines réflexions « obscurantistes » de l'impératrice Cixi. Mais si l'on compare les réalisations technologiques, le retard de la Chine n'apparaît pas beaucoup plus important, au milieu du XIXe siècle, que celui de la Russie ou du Japon par rapport aux économies les plus évoluées alors : Grande-Bretagne, États-Unis, Allemagne, France. Dès les années 1860-1870, la Chine édifie ses premières usines d'armement, et ses chantiers navals lancent des navires à vapeur. En 1894, le combinat sidérurgique de Hanyang est achevé avant celui de Yawata, au Japon (1896). En 1909, la ligne de chemin de fer Pékin-Kalgan, construite par un ingénieur et des ouvriers chinois, constitue un véritable exploit technique en raison des difficultés du terrain. En fin de compte, c'est le contexte historique général qui joue contre la Chine : crise sociale intérieure révélée par la guerre des Taiping, pression étrangère de plus en plus forte, inaptitude du pouvoir central. Par rapport à cela, les élites de la société chinoise se divisent entre partisans de l'imitation des méthodes occidentales ou du repli sur les valeurs traditionnelles.

La modernisation de l'économie chinoise, au cours du XIXe siècle, s'est faite d'abord par le biais militaire. Depuis la fin du XVIe siècle, la Chine, qui connaît déjà la poudre et les armes à feu, a acheté des armes européennes, d'abord des arquebuses comme le Japon, et ses artisans ont appris à les fabriquer. La dynastie mandchoue n'a guère poursuivi la modernisation dans ce domaine : au cours du XVIIIe siècle, elle semble n'accorder que peu d'attention à l'artillerie lourde, peut-être parce que les théâtres d'opérations, en Asie centrale et au Tibet, amènent à préférer les armes légères et traditionnelles contre des cavaliers eux-mêmes très mobiles et munis d'armes de ce type. Le retard est donc réel vers 1840 et les attaques anglaises amènent à acheter de l'artillerie lourde aux fournisseurs européens. Pendant la guerre des Taiping, le trafic d'armes se fait par le biais de la contrebande, mais les Chinois commencent à monter leurs propres arsenaux et chantiers navals.

Entre 1860 et 1870, des techniciens français aident les Chinois à mettre sur pied les chantiers navals de Mawei, près de Fuzhou, et de Shanghai. La première canonnière à vapeur est fabriquée à Mawei en 1868. Les hommes d'affaires chinois enrichis dans le trafic avec les étrangers, que l'on désigne du terme portugais de *compradores*, décident d'investir dans le commerce maritime ; en 1872, Li Hongzhang crée la Compagnie chinoise des bateaux à vapeur, sur le modèle des nombreuses compagnies de ce type qui apparaissent alors en Europe. Ensuite, les investissements se diversifient : on peut citer la Société des mines de Kaiping, en 1878-1879, qui exploite également un chemin de fer ; la Compagnie des télégraphes de Tianjin, en 1880 ; les nombreuses usines de tissage de Shanghai, à la fin de la décennie 1880. Ces diverses sociétés sont chinoises au départ mais toutes doivent faire appel à des capitaux étrangers, européens et américains surtout, dont la présence en Chine est désormais facilitée par la mise en place après les Conventions de Pékin d'un office chargé des relations extérieures, le *Zongli yamen.*

Sur le plan financier, la Chine dispose alors de grands brasseurs d'affaires mais ils conçoivent leur rôle à la manière des fermiers généraux d'Ancien Régime. Ils jouent un rôle semi-officiel qui les intègre pratiquement à la haute fonction publique, c'est-à-dire au mandarinat dont ils partagent les goûts et parfois aussi l'idéologie confucianiste. Pendant l'ère Tongzhi (1862-1875), leur action dans le domaine économique est importante mais elle suppose une concertation avec l'État et une protection des jeunes entreprises industrielles que la Chine des derniers empereurs mandchous ne peut offrir. Les sociétés commerciales et industrielles sont alors obligées d'avoir recours au financement des banques européennes et beaucoup d'entre elles finissent par tomber aux mains des étrangers. En effet, dès 1848, l'*Oriental Banking Corporation* s'est établie à Shanghai : pour les quarante années à venir, les Britanniques disposent pratiquement d'un monopole bancaire en Chine. Deux autres organismes, la *Bank of India, Australia and China*, dont la première agence chinoise ouvre en 1857, et la *Shanghai Banking Corporation*, établie en 1865, confortent la suprématie britannique en ce domaine. Mais les concurrents allemands, japonais, russes, français, américains, s'implantent dans les années 1890. Ces différents organismes bancaires accordent leurs prêts à des sociétés étrangères en priorité : les prêts aux marchands chinois restent limités et, dans ce cas, ce sont seulement des prêts à court terme qui sont concédés ; le plus souvent

d'ailleurs, ils le sont à des « banques indigènes » qui, à leur tour, prêtent aux marchands chinois, constituant un intermédiaire de plus. Il faut attendre 1896 pour que Cheng Xuanhuai établisse la première banque chinoise de type moderne qui devient en 1904 la *Hopu Bank*, avant de s'appeler *Da Qing Bank* ou Banque impériale de Chine en 1911.

La situation de la Chine à la fin des Qing

Ce sont les défaites militaires de la Chine qui révèlent à l'opinion son déclin économique. En 1885, les Pescadores et une partie de Taïwan, île annexée sous Kangxi, sont occupées par la France ; en 1887, le Portugal, pourtant puissance de second ordre désormais, profite du désarroi pour prononcer l'annexion définitive de Macao. Mais surtout, la Chine se trouve confrontée en 1894 à une guerre contre le Japon, résultat des tentatives de pénétration japonaise en Corée. La jeune flotte chinoise est détruite dans le golfe de Bohai : la Chine se trouve obligée, une nouvelle fois, de capituler et de signer le traité de Shimonoseki qui lui fait perdre son indépendance militaire et économique. Taïwan et l'archipel des Pescadores reviennent au Japon, la Chine doit verser une indemnité de guerre correspondant à deux cents millions de *liang.* Elle n'a d'autre ressource que d'emprunter la moitié de cette somme à un consortium bancaire anglo-allemand. Les prêts ont lieu par l'intermédiaire de la *Hongkong and Shanghai Bank* et de la société Anhold et Karlberg, représentant la *National Bank für Deutschland.* À ces deux organismes principaux viennent s'ajouter la *Kassel Bank*, la *Deutsch-Asiatische Bank* et le consortium des *Banques de Paris et Saint-Pétersbourg.* L'ensemble de ce montage financier, avec des prêts étalés sur quatre ans, de 1894 à 1898, est gagé sur les douanes terrestres et maritimes.

À la suite du traité de Shimonoseki, l'Allemagne possède des arguments pour intervenir en Chine et annexe la région de Qingdao, au Shandong, en 1897. En 1899, c'est au tour de la France de s'emparer de la région de Zhanjiang, au Guangdong, toujours dans le souci de garantir les frontières de l'Indochine. C'en est trop pour le sentiment national chinois : la réaction a lieu avec la « guerre des Boxeurs », menés par des maîtres en arts martiaux et qui réussissent à occuper Pékin et à faire le siège des ambassades au cours de l'année 1900.

On s'est souvent demandé pourquoi la Chine a échoué là où le Japon a réussi à se moderniser, par le biais de l'« ère Meiji ». En fait, le jeune empereur Guangxu se propose, en 1898, d'imiter Mutsu Hito, qui a inauguré l'ère Meiji trente ans plus tôt. Mais l'empereur du Japon était soutenu par un important essor capitaliste, celui des grands centres portuaires de la « Méditerranée japonaise », Kobé et Osaka en particulier. Guangxu doit affronter un contexte bien différent : le capitalisme est moins développé en Chine, plus habituée à la tutelle de l'État, et la dynastie mandchoue se trouve mise en cause, alors que l'empereur du Japon cristallise les aspirations nationales.

Guangxu n'en appelle pas moins des ministres réformateurs à ses côtés : le plus important parmi eux est Kang Youwei (1858-1927). Devenu Premier ministre, il entreprend de lancer un train de réformes d'inspiration européenne. C'était compter sans l'impératrice douairière Cixi, la tante de Guangxu, qui s'est emparée du pouvoir en 1861 : elle se sent menacée par l'accusation d'immobilisme et d'obscurantisme qui pèse sur son gouvernement et sur la cour. S'appuyant sur l'armée et sur les mandarins les plus rétrogrades, elle réussit à chasser Kang Youwen en septembre. Le ministre est exilé au Japon, Cixi fait abolir les décrets réformateurs. Cinq conseillers de l'empereur sont exécutés, et le malheureux Guangxu se trouve désormais confiné dans son palais. Étroitement surveillé, malade, il n'en sortira plus qu'à sa mort, en 1908. La question de la présence européenne se double désormais, chez les Chinois, d'une prise de position par rapport aux idées ou à l'exemple que véhicule l'Occident. Un militaire, Yuan Shikai, commande les premiers régiments équipés d'armes modernes pour lesquels il a fait appel à des instructeurs et à des fournisseurs allemands. Ce personnage opportuniste, qui nourrit des ambitions politiques, décide de rester à l'écart des conflits qui opposent partisans des réformes ou du repli ; il ne soutient pas vraiment le courant réformateur, qui comptait sur son appui.

La modernisation des conceptions politiques suppose également une réflexion sur l'Occident. Au Japon, Kang Youwei rédige le « Livre de la Grande Harmonie », *Datongshu.* Il y trace l'ébauche d'un monde utopique, qui serait dirigé par des savants siégeant sur une montagne. Plus réaliste,

son disciple Liang Qichao (1873-1929) s'interroge sur le modèle politique européen et prend finalement parti pour un pouvoir de type autoritaire. Enfin Yan Fu (1853-1921) traduit Adam Smith et Herbert Spencer : il répand chez les lettrés les conceptions du darwinisme social peu avant 1900.

L'hostilité chinoise à la dynastie mandchoue semble alors évoluer et se transformer en xénophobie dirigée contre les Occidentaux. Probablement à partir des incitations d'un mandarin important du Shandong, des groupes de villageois parcourent cette province traditionnellement marquée par l'empreinte du confucianisme. Ils brûlent les églises, les maisons des Chinois chrétiens et les résidences des missionnaires, parfois aussi les écoles ou les dispensaires. Ils sont encadrés par des maîtres en arts martiaux dont certains se croient invulnérables aux balles : ce sont les « Poings de Justice et d'Harmonie », *yihequan*, et leur cri de ralliement a quelque chose d'inattendu : « Exterminons les étrangers et aidons les Mandchous ! » Les Anglais les désignent sous le nom de Boxeurs.

Au printemps de 1900, les Boxeurs marchent sur Tianjin, détruisant les chemins de fer et le télégraphe dans le Zheli, la région de Pékin. Ce sont là deux inventions dont Cixi ne voulait pas et qui ont été installées sur le sol chinois grâce aux efforts conjugués des ministres les plus réformateurs et des hommes d'affaires étrangers. Devant l'importance de cette mobilisation, une colonne de deux mille soldats européens est envoyée de Tianjin le 10 juin : le but n'est autre que la protection des légations de Pékin, que l'on sait directement menacées. Mais les soldats sont victimes du nombre et doivent rebrousser chemin, tandis que les chrétiens deviennent la cible de la xénophobie des Boxeurs : au total 32 000 chrétiens chinois et 200 missionnaires étrangers sont massacrés au cours de cette révolte.

La cour reste inactive tandis que ces massacres ont lieu à Pékin au cours de ce mois de juin. Leur mouvement prend même une sorte de caractère semi-officiel lorsqu'il se transforme, avec l'aval des autorités, en « Milices de Justice et d'Harmonie », *Yihituan.* Le 18 juin, les Occidentaux prennent le contrôle des forts qui défendent Tianjin ; le 21, Cixi, avec le concours du prince Duan, déclare la guerre aux étrangers, qu'elle accuse de vouloir rétablir le gouvernement réformateur de Guangxu.

Mais l'influence étrangère se fait sentir avec la volte-face de cinq gouverneurs des provinces de Chine centrale et méridionale. En étroites relations avec les consuls anglais et français, ils refusent d'obéir à la déclaration de guerre en prétextant qu'il s'agit d'un faux : ils refusent alors de soutenir l'effort militaire, qui reste limité à la Chine du Nord. À Pékin, le siège dure deux mois : pendant ce temps, les légations – environ 500 civils étrangers et 3 000 chrétiens chinois protégés par 450 gardes – sont cernées, ainsi que la cathédrale du Beitang où se sont enfermés plusieurs milliers de chrétiens. Mais le commandant des forces impériales, Rong Lu, qui dispose de puissants canons Krupp, ne veut pas soutenir le mouvement des Boxeurs et laisse passer des convois de ravitaillement destinés aux assiégés.

Le 14 août, une expédition de secours de 16 000 hommes, placée sous le commandement de Von Waldersee et réunissant des soldats anglais, américains, français, allemands, japonais et russes parvient à Pékin. Les étrangers pillent la ville et forcent le gouvernement à capituler le 15 janvier 1901.

Le protocole d'accord du 7 septembre 1901 est désastreux pour la Chine : le quartier des légations, à Pékin, est interdit aux résidents chinois ; les autorités impériales s'engagent à châtier les mandarins qui ont soutenu les Boxeurs ; une indemnité de guerre de 450 millions de taëls, payable en or en 39 annuités, doit être versée aux Occidentaux : elle est garantie sur les rentrées du fisc, précisément les recettes des douanes et de la gabelle.

Cixi, qui s'est réfugiée à Xi'An, a publié le 29 janvier 1901 un décret qui ouvre la voie à d'importantes réformes. Le système des concours de recrutement traditionnel, fondé sur le commentaire des « classiques » est supprimé ; en mars 1906 est créé un ministère de l'Instruction. En 1912, la Chine recensera près de 100 000 écoles et trois millions d'élèves, trois fois plus qu'en

1900. Parallèlement, des académies militaires voient le jour. Dès 1906, l'Armée du Nord, entraînée par l'Allemagne, compte 12 500 hommes disposant d'un matériel moderne ; le prestige de Yuan Shikai reste intact.

En revanche, les réformes administratives et politiques se font attendre. Elles n'apparaissent que timidement au cours de l'année 1908, qui voit mourir Cixi et l'empereur Guangxu. Le régent est désormais le frère cadet de l'empereur défunt, le prince Chun, père du jeune empereur Xuantong, plus connu sous le nom de Puyi, dernier empereur de Chine. Conservateur, Chun cherche surtout à freiner les volontés de changement. Des assemblées provinciales voient quand même le jour au cours du printemps 1908 : leur but est de désigner une Assemblée nationale. Les électeurs, qui sont tous des notables, n'arrivent pas à imposer une véritable constitution.

En fait, l'échec final des Qing tient en grande partie à l'impossibilité de promouvoir un système bancaire moderne. Cette carence, en Chine, tend à paralyser le développement industriel ; de plus, à cause de ses propres difficultés budgétaires, l'État se trouve incapable d'investir dans le secteur industriel. La Chine affronte à la fois une demande trop faible du marché intérieur et de l'apport de capitaux, tout cela s'expliquant par l'extrême pauvreté du secteur agricole. Pourtant, la *Hopu Bank*, fondée en 1904 et devenue la *Da Qing Bank* en 1908, se voit chargée par le gouvernement de consentir des prêts à la jeune industrie chinoise, mais sans grands résultats.

La crise finale de 1911 a pour origine l'importante question des chemins de fer, à la fois d'ordre économique et liée à la présence européenne en Chine. En 1912, la Chine dispose de 9 200 kilomètres de voie ferrée, alors qu'elle n'en avait que 288 avant 1895. L'impact sur l'économie, même s'il reste limité, commence à se faire sentir. Mais seule la ligne Pékin-Kalgan, soit 200 kilomètres, a été réalisée par des ingénieurs chinois. Pour le reste, les intérêts étrangers ont financé la construction toute récente des différentes parties du réseau. À l'est et au nord, les chemins de fer de Mandchourie, environ 1 500 km, et la ligne Harbin-Dairen, soit 950 km, sont réalisés par des entrepreneurs russes, avec une très faible participation chinoise ; les arrière-pensées d'ordre commercial et stratégique sont évidentes. Au Shandong, le réseau ferré – ligne Jiaozhou-Qinan, 400 km – est financé par des intérêts allemands. Enfin, les lignes les plus importantes, qui mettent en contact les grandes plaines de Chine septentrionale et le bassin du Yangzi, sont des lignes nord-sud : Pékin-Hankou, 1 200 km ; Tianjin-Pukou, 1 000 km. Elles sont également financées par les étrangers, dans ce cas des intérêts britanniques et américains. En fait, le grand commerce qui était centré vers 1850 encore sur Shanghai, Canton et Hongkong, passe à peu près complètement dans les mains des Occidentaux. Désormais, le lien essentiel entre les marchands étrangers, qui ne parlent pas chinois, et leurs clients chinois de Hankou ou Chongqing est le *comprador*, intermédiaire à la fois commercial et linguistique.

Après la révolte des Boxeurs, la bourgeoisie cherche à racheter aux étrangers les concessions ferroviaires et minières. Mais elle manque de capitaux et l'État en arrive à envisager une nationalisation. Or l'État chinois manque lui aussi d'argent et finit par se tourner vers le consortium des banques étrangères. En fin de compte, la nationalisation, au cours de l'année 1911, des concessions ferroviaires Sichuan-Hankou et Canton-Hankou apparaît comme une imposture, car ces sociétés sont hypothéquées par les banques européennes et américaines. Le Sichuan, suivi par la région de Canton, se soulève : dans les mois qui suivent, l'indépendance des provinces du Sud est proclamée, après quoi la République est instituée, rapidement confisquée par Yuan Shikai. L'année 1911 voit la fin de la Chine impériale, mais ne connaît guère de changements tangibles sur le plan économique.

Jean-Pierre Duteil
Janvier 2004

Bibliographie



Le Monde chinois
Jacques Gernet
Armand Colin, Paris, 1999



L'évolution de la société chinoise à la fin de la dynastie des Qing, 1873-1911
M. Bastid
In Cahiers de Centre Chine, n°1
EHESS, Paris, 1979



L'Asie orientale aux XIX et XXe siècles
Jean Chesneaux
Nouvelle Clio
PUF, Paris, 1973